

Législatives à venir/PDS/Estuaire Appel à la mobilisation

E. L

Libreville/Gabon

Dans la perspective des échéances électorales à venir, les militants et sympathisants du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) ont été invités à "investir le terrain".

Le coordinateur provincial du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) de l'Estuaire, Jasmin Cyrille Tolomboui, a effectué, récemment, une tournée dans sa circonscription politique. But de ce périple : booster le moral des militants et sympathisants de sa formation dans la perspective des échéances électorales à venir.

A Cocobeach, Ntoun, Kango, Jasmin Cyrille Tolomboui et l'ensemble des membres de sa délégation ont eu des séances de travail avec les différents coordinateurs communaux. Il s'est attelé à procéder à l'évaluation du niveau réel d'implantation de sa formation politique dans les chefs-lieux des départements de la Noya, Komo-Mondah et Komo-Kango.

Partout où le coordinateur provincial est passé, un mot d'ordre : la nécessité



Le cordonnaireur PDS de l'Estuaire, Jasmin Cyrille Tolomboui, à son arrivée à Cocobeach.

Photo : Eric Laphèta



Vue des membres des cellules du PDS.

Photo : Eric Laphèta



Photo de famille, au terme de la rencontre de Cocobeach.

Photo : Eric Laphèta

d'investir le terrain, en allant à la rencontre des populations afin d'emporter l'adhésion du plus grand nombre aux idéaux prônés par le parti politique de Me Séraphin Ndaot Rembogo. Une opération de proximité qui, a-t-il laissé entendre, devrait permettre aux militants du PDS de mieux cerner les préoccupations des populations. Et d'y apporter, autant que possible, des solutions.

"Comme le veut le président du PDS, nous devons nous battre pour avoir le maximum d'élus à la prochaine Assemblée nationale. Nos futurs candidats se doivent d'être exemplaires à tout point de vue, tout en ayant un punch à toute épreuve de manière à surmonter l'adversité lors des prochaines campagnes électorales", a insisté Jasmin Cyrille Tolomboui.

Aussi, a-t-il invité "les Bâtitseurs de la province de l'Estuaire à la mobilisation et à se mettre déjà en ordre de bataille derrière leur leader, afin de faire bonne figure" aux dites consultations électorales.

Au terme de cette tournée, il ressort que cent dix cellules du PDS ont déjà été installées, à ce jour, dans la province de l'Estuaire. D'autres devraient suivre dans les semaines à venir.

Tribune libre

Dormir à Akanda, voter à Bakoumba : vicissitudes du vote au Gabon

Dr. Judicaël ETSILA *

Libreville/Gabon

AU moment où les partis politiques fourbissent leurs armes pour les élections législatives, le vote au Gabon interpelle.

Les élections législatives et locales devraient permettre aux populations de choisir les défenseurs de leurs intérêts locaux liant ainsi les élus à un terroir. Cette spécificité expliquerait que des individus votent majoritairement dans leur région d'origine. Ce qui génère des mouvements de populations lors des processus électoraux. Certains ont assimilé une partie de ces populations à du bétail électoral.

Cependant, si cette pratique légale apparaît comme une appropriation spécifique de la démocratie, ne pourrait-elle pas expliquer certains dysfonctionnements du système démocratique gabonais ? Pour répondre à cette interrogation, nous souhaitons mettre ici en exergue quelques travers de ce nomadisme électoral.

Ethnisation de l'espace politique

Il apparaît à l'usage, qu'un candidat à une élection législative ou locale rencontre des obstacles à se présenter n'importe où sur le territoire national. La tendance est de candidater dans son terroir d'origine. Idem, le droit à s'inscrire dans une circonscription électorale est scruté à l'aune des origines du demandeur. Ainsi, des Gabonais sont taxés

d'étrangers et se voient refuser l'accès à un bureau de vote parce qu'ils ne seraient pas d'ici.

Certes, «le fait ethnique figure bien au cœur de la réalité sociale et politique» gabonaise selon Galley et Loungou. Pareillement, le vote ethnique est une réalité indiscutable. Cependant, la déportation des populations à des desseins électoralistes renforce les logiques ethniques au détriment des socles idéologiques catalyseurs du projet politique. Interdire à un Gabonais de s'inscrire ou de se présenter à une élection où bon lui semble, pour des raisons ethnolinguistiques, produit une discrimination et des ghettos tribalistes qui fragilisent la construction de la nation comme le pense Wali Wali expliquant que le vote ethnique «peut renvoyer à une affirmation d'appropriation territoriale de chaque citoyen [...], même si cette approche est certainement critiquable dans la mesure où elle ne favorise pas la construction d'une nation et donc d'une démocratie électorale». Cette pratique développe selon Midepe une «sorte d'appropriation et de privatisation ethnique [du vote] de certains espaces».

Vol du vote des résidents

Les déplacements des populations vers les espaces d'origine posent la problématique de la légitimité délibérative de ces individus, devenus étrangers au territoire en jeu. Leur irruption dans la sélection des représentants de la contrée est parfois perçue comme un viol de la souveraineté des populations autochtones. Les aspirations des acteurs étant

différentes, il ne saurait avoir une communauté des intérêts. Le choix dans ces conditions cesse d'être motivé par une maîtrise des réalités locales que l'on souhaiterait voir évoluer par l'entremise d'un individu aux idéaux en phase avec l'utopie des populations. Les électeurs circonstanciels n'apparaissant bien souvent qu'au moment du vote, donc sans avoir participé à la campagne électorale des candidats, moment d'information et d'explication des programmes des challengers.

Coupé du territoire, ignorant des projets en lice, le "bétail électoral" travestit les données du vote, brouille la réalité politique de la circonscription et dénature les équilibres politiques. Ainsi, peut être élu un candidat dont le projet politique est en déphasage avec les aspirations de la majorité de l'électorat autochtone, principalement impacté. Conséquences : contestation du résultat du vote et remise en cause du vainqueur comme leader. Cela expliquerait aussi le mépris des candidats, une fois élus, à l'encontre des populations locales.

De l'invisibilisation politique

L'insuffisance de culture politique génère l'incapacité à s'approprier le rôle et le pouvoir du vote comme vecteurs du changement. Par cette pratique, nombreux délaissent leur droit et pouvoir de choisir. L'Akandais qui vit dans sa localité, y travaille et dont les enfants y sont scolarisés, qui préfère voter à Bakoumba parce qu'il y serait né et surtout parce qu'un candidat l'y convie, contre prise en charge intégrale, choisit de lais-

ser d'autres définir sa condition. Il abandonne ainsi la souveraineté lui permettant de refuser une politique insatisfaisante pour lui et sa communauté, non pas ethnique, mais sociale.

Croyant exister parce qu'il influencerait la destinée d'un politicien, l'électeur circonstanciel, sombre plutôt dans l'invisibilité entendue comme un mode minimal d'apparition dans l'espace public qui affecte des personnes qui sont présentes, mais dont on peut dire qu'en même temps elles in-existent comme le précise Jean-Claude Bourdin : «Exister par un autre, être en ce sens représenté, revient à une procédure d'invisibilisation très particulière». Le nomadisme électoral, menace, par ses actions, l'édification continue d'un système démocratique viable où l'élection aurait du sens.

Ces maux, découlant d'une pratique légitime, interrogent particulièrement les rapports des citoyens à la politique et à la liberté quoiqu'ils pourraient également interpeller les politiciens dans leur rapport au pouvoir et leur idéal politique.

La pratique du bétail électoral explique une bonne partie des contestations récurrentes des résultats des élections. Elle pourrait également justifier la désaffection des bureaux de votes par des populations désabusées. Elle freine, malgré un arsenal législatif conséquent, l'installation durable d'un système démocratique gabonais. La démocratie ainsi pratiquée, incapable de construire les cadres d'une émancipation populaire, est une démocratie.

* Chercheur, IRSH/CENAREST